

ALÉXIS TSÍPRAS : DE LA CONQUÊTE ET DE L'EXERCICE DU POUVOIR



VINCENT BOULET *

N'ayons pas peur des mots : la désillusion a été terrible. Encore faut-il la caractériser, identifier ce que cela nous apprend des rapports de force en Europe et essayer de formuler ce que la gauche européenne dans son ensemble peut retirer de l'expérience gouvernementale de Syriza. La question qui reste posée à toute la gauche européenne reste celle de la conquête et de l'exercice du pouvoir dans une situation non révolutionnaire, et qui plus est dans un contexte de déréliction sociale et économique avancée, face au bloc de l'ensemble des bourgeoisies européennes qui savent toujours faire taire leurs divergences et mettre leurs propres contradictions sous le boisseau dès lors qu'il s'agit d'écraser les peuples et la gauche.

En propos introductif, il importe de rappeler que ce qu'a réussi à faire Syriza pour accéder au pouvoir est une leçon d'intelligence stratégique et tactique. Sans doute a-t-on tendance à l'oublier aujourd'hui. Depuis le congrès de fondation de Syriza en tant qu'organisation politique intégrée en juillet 2013, et jusqu'à son arrivée au pouvoir en janvier 2015, on peut essayer de résumer cette orientation en trois piliers fondamentaux :

Un programme, dit « de sauvetage national », de « récupération » des effets désastreux des deux premiers mémorandums et des politiques des gouvernements grecs successifs, qu'il s'agisse de celui du PASOK, du gouvernement dit « technique »

* PCE, RESPONSABLE ADJOINT AUX QUESTIONS EUROPÉENNES.

après le premier coup d'État financier que les bourgeoisies européennes ont imposé à la Grèce en novembre 2011, qui a renversé le gouvernement du PASOK quand celui-ci a cherché à organiser un référendum, puis du gouvernement de la droite conservatrice d'Antonis Samaras. C'est l'espoir porté aux élections de janvier 2015, lors de la première victoire de Syriza, et par la victoire du NON au référendum du 5 juillet 2015.

Une tactique de mise en œuvre de ce programme qui est celle de la négociation, que Syriza n'a jamais cachée. Syriza n'est pas arrivé au pouvoir en janvier 2015 sur une ligne de « rupture » avec l'euro ou avec l'UE. Cette ligne a été en quelque sorte confirmée par les législatives de septembre 2015 qui ont reconduit Syriza au pouvoir suite au second coup d'État financier du 12 juillet 2015, quand le gouvernement grec s'est fracassé contre les bourgeoisies européennes.

Une politique de rassemblement sur un contenu politique d'une « large majorité sociale et politique » à travers « une nouvelle coalition de pouvoir ». Cette politique de rassemblement à gauche est en quelque sorte toujours à l'ordre du jour : les organisations sociales-libérales grecques n'ont

pas repris d'espace politique et restent aujourd'hui relativement marginales. Syriza demeure, de loin, le premier parti grec à gauche dans les intentions de vote pour les municipales, les européennes et les législatives qui vont égrener l'année politique en Grèce.

Il est clair cependant que le coup de force des bourgeoisies européennes du 12 juillet 2015, la signature d'un 3^e mémorandum, qui inclut la révocation d'une partie des mesures progressistes prises par le gouvernement en février 2015, ou la prise de « mesures compensatoires » pour celles qui demeurent, comme la réembauche des fonctionnaires licenciés par les gouvernements précédents, puis les quatre paquets de mesures d'austérité entre août 2015 et mai 2017, vont clairement à l'encontre de ce que Syriza porte et des résultats du référendum de juillet 2015. Ce n'est pas pour rien que les parlementaires communistes ont voté contre ce 3^e mémorandum quand il a été mis en débat au Parlement français. D'ailleurs, ces mesures ne solutionnent en rien le problème de la dette grecque, qui demeure une épée de Damoclès sur le pays et sur le gouvernement et s'élève à 176 % du PIB et n'est absolument pas renégociée. Si

la sortie du 3^e mémorandum en août 2018, qui n'abolit pas la tutelle sous laquelle se trouve la Grèce, permet au gouvernement de prendre des mesures progressistes, cela ne remet pas en cause tout ce qui s'est produit depuis 2015, à savoir : la mise au pas par les bourgeoisies européennes d'un gouvernement et d'une majorité politique issues de la gauche.

Notre propos n'est pas de dénoncer une quelconque « trahison », ce qui laisserait sous-entendre que le combat se livre à armes égales, ce qui serait faire totalement l'impasse sur les conditions de la lutte de classe en Europe ; ni même une « capitulation », ce qui serait faire peu de cas des mesures partiellement correctives que cherche à prendre actuellement le gouvernement grec et qui ont été détaillées par Alexis Tsípras dans son discours au comité central de Syriza en mars 2019 telles que la hausse du salaire minimum de 11 %, l'annulation des baisses de pension consenties précédemment par le gouvernement, l'embauche de 4 500 enseignants, une législation pour la protection de la première résidence. D'ailleurs le Premier ministre reconnaît dans cette intervention d'une part la nature « néolibérale » du mémorandum, et d'autre

part que « dès le lendemain de la sortie [du mémorandum], nous avons pris des mesures rapides pour les interventions qui constituent le cœur de notre programme », ce qui en creux consiste à reconnaître que cela ne fut pas le cas auparavant.

Malgré tout, l'objectif central du gouvernement Syriza, à savoir renégocier la dette avec la troïka, n'a pas été atteint. C'est de ce point de vue un échec. Il y a eu deux éléments déterminants :

- La volonté des bourgeoisies européennes de faire un exemple politique : en amenant le gouvernement Tsípras à Canossa pieds nus et la corde au cou, et en le maintenant encore aujourd'hui sous une tutelle, certes moins pesante depuis la fin du 3^e mémorandum, mais qui ne reste pas moins déterminante, il s'agit pour elles de faire la démonstration politique qu'une politique de gauche ne peut que se fracasser contre le talon de fer de la troïka. Il s'agit de lui retirer dans la durée toute capacité à ébranler le consensus néolibéral dans l'UE. La troïka a mis sous tutelle quatre pays de l'UE : la Grèce, le Portugal, l'Irlande et Chypre. Le gouvernement irlandais du Fine Gael en est sorti en décembre 2013 ; le gouvernement portugais

PDS/CDS-PP en est sorti en mai 2014 ; le gouvernement chypriote DISY en est sorti en mars 2016. À chaque fois, cette sortie s'est faite au prix de mesures d'austérité draconiennes qui ont mis à genoux la population du pays. À chaque fois, c'est un gouvernement de droite qui « obtient » la sortie du mémorandum. Le cas de la Grèce est différent : des mesures d'austérité extrêmement violentes ont beau avoir été prises, y compris depuis 2015, la population grecque a beau être toujours à genoux, il est hors de question pour les bourgeoisies européennes de laisser un gouvernement de gauche renégocier le mémorandum et en sortir réellement. Bien au contraire, on lui en impose un troisième et quand il en sort enfin, les mécanismes de tutelle ne sont pas tous levés. Par exemple, une loi de mars 2016 rend possible d'imposer de nouvelles mesures d'austérité sans passer par une décision ministérielle ou un vote préalable du Parlement grec, en cas de non-respect de l'objectif d'un excédent primaire (hors service de la dette) de 3,5 % en 2018 et après – et donc indépendamment de la composition du

gouvernement. C'est le « mécanisme-sécateur ». Et il reste en vigueur. Or, la Grèce ne représentant que 2 % du PIB de l'UE, il est clair que les revendications initiales de Syriza étaient parfaitement acceptables pour l'UE, mais c'est le choix de l'écrasement et de l'humiliation qui a été fait. Syriza est arrivé au pouvoir le 25 janvier 2015. Dès le 4 février suivant, la BCE annonce qu'elle suspend un important canal de financement des banques grecques, ce qui a placé le secteur bancaire grec au bord de l'effondrement, et qui a mis de facto la Grèce au bord de l'expulsion de la zone euro. Tout a donc été fait pour qu'un gouvernement de gauche parvenu au pouvoir ne l'exerce pas réellement et, *a fortiori*, ne le conquiert pas.

- La question du rapport de force en Europe : le gouvernement d'Aléxis Tsípras s'est retrouvé affreusement seul en Europe pour mener la bataille contre les diktats des classes dirigeantes européennes, avec à leur tête les conservateurs allemands et le tout-puissant ministre des Finances d'alors, Wolfgang Schäuble, qui pouvait compter sur le soutien, comme bras armés, et de la commission européenne, de l'eurogroupe

et de la BCE. Malgré quelques bonnes paroles, le gouvernement PS français d'alors, avec Michel Sapin à Bercy, s'est aligné sur la voix de la bourgeoisie allemande, avec tous les autres. Comment peut-on imaginer dans ces conditions qu'un combat à armes égales eût pu être livré ? Un petit pays, déjà exsangue, le couteau sous la gorge, que les classes dirigeantes européennes ont toujours cherché à maintenir sous tutelle depuis le Protocole de Londres de 1832, peut-il seuls'en prendre à la bourgeoisie allemande, à ses alliés et à ses vassaux ? À noter que dans les éléments de chantage et de pression, la bourgeoisie allemande a elle-même brandi l'hypothèse d'une sortie de fait de la zone euro de la Grèce. Wolfgang Schauble avait en effet évoqué la possibilité d'instaurer en Grèce « une monnaie parallèle » le temps que la Grèce « trouve un accord », avec le risque que cette « monnaie » connaisse dans le cas contraire une rapide décote au marché noir face à l'euro, selon la fameuse loi de Gresham : « la mauvaise monnaie chasse la bonne ». Il faut se rappeler

ce qu'Aléxis Tsípras déclara après la nuit du 12 juillet 2015 à la radio Kokkino : « Je savais durant les dix-sept heures où j'ai mené ce combat, seul, dans des conditions difficiles, que si je faisais ce que me dictait mon cœur – me lever, taper du poing sur la table et partir – le jour même, les succursales des banques grecques à l'étranger allaient s'effondrer. En quarante-huit heures, les liquidités qui permettaient le retrait de 60 euros par jour se seraient taries et pis, la BCE aurait décidé d'une décote des collatéraux des banques grecques, voire aurait exigé des remboursements qui auraient conduit à l'effondrement de l'ensemble du système bancaire. Or un effondrement se serait traduit non pas par une décote des épargnes, mais par leur disparition. Malgré tout j'ai mené ce combat en essayant de concilier logique et volonté. Je savais que si je partais j'aurais probablement dû revenir, dans des conditions plus défavorables encore. »¹

La crise grecque n'est pas terminée et le peuple grec est loin d'être sorti d'affaire, avec un gouvernement toujours sous tutelle.

¹ Entretien publié dans *l'Humanité*, 31 juillet 2015.

Il est trop facile de donner des leçons à un gouvernement. Je préférerais me contenter de proposer quelques pistes de bilan et de réflexion pour la gauche européenne.

- D'abord, une autocritique nécessaire. La gauche européenne a surtout montré sa faiblesse et son impuissance à venir en aide à un gouvernement issu majoritairement de ses rangs pour faire face à une pression énorme. Si elle a su se mobiliser, elle n'a été capable dans aucun pays d'influer sur la position des gouvernements en place envers la Grèce. L'échec du gouvernement Tsípras est d'abord l'échec de la gauche européenne dans son ensemble. Les choix du gouvernement Tsípras n'ont sans doute pas été en premier lieu dictés par des impératifs économiques, mais par des considérations politiques. De quels alliés disposait-il en Europe, au sein du conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, comme au sein de l'eurogroupe ? Aucun.

- Cela interroge en outre sur la manière dont la gauche peut appréhender la question de l'exercice du pouvoir dans le cadre de l'UE. Je ne parle pas ici des diverses formules de majorité parlementaire avec des sociaux-démocrates qui

existent ici ou là, à l'image du Portugal, mais du fait qu'un parti de gauche soit aux commandes d'un gouvernement dans l'UE et dans une situation non révolutionnaire. Le gouvernement Tsípras a fait le choix, au demeurant compréhensible dans la situation de décomposition totale de la société grecque et dans les conditions de chantage dont nous avons parlé, de se concentrer sur la renégociation du mémorandum grec avec la troïka. Mais avec les conditions apocalyptiques dans lesquelles les bourgeoisies européennes l'ont placé, cela a eu deux effets : celui de mettre en sourdine un objectif plus large d'un appel à une refondation de l'UE et à la mobilisation des forces politiques européennes dans cette direction ; et d'autre part de faire glisser son message sur la reconquête de la souveraineté du peuple grec et du respect de ses choix contre les mémorandums en les renégociant, vers la reconquête de la souveraineté en appliquant le 3^e mémorandum pour pouvoir en sortir. La question qui est posée à la gauche européenne d'une manière encore plus abrupte désormais est donc bien celle de la souveraineté des peuples

et des nations en Europe, et cela, non pas seulement dans des textes de congrès, mais dans des conditions concrètes d'exercice du pouvoir, en s'appuyant sur des rapports de force politiques et sociaux réels. La lutte pour la remise en cause des traités européens qui imposent un « modèle » unique d'austérité figée dans le marbre, et ce, quel que soit le choix des peuples, est indissociable d'un projet de gauche.

- La question de l'UE est elle-même posée. Pendant que les classes dirigeantes européennes étaient focalisées sur le fait de faire rentrer le gouvernement Tsípras dans le lit de Procuste de l'austérité, elles n'ont pas vu venir le Brexit et n'ont aucune autre solution aux autres crises du même genre qui ne vont pas manquer de se produire en Europe que de s'arc-bouter encore davantage sur la défense du « marché intérieur » pour leur intérêt propre de bourgeoisie nationale. C'est d'ailleurs bien ce que fait la bourgeoisie allemande en utilisant l'euro comme outil disciplinaire non pas pour une quelconque solidarité, mais pour les intérêts étroits de sa propre économie et de sa capacité exportatrice. Il importe donc de se réengouf-

frer dans la même brèche que le gouvernement Tsípras n'a finalement pas réussi à concrétiser. Cela implique de poser la question du fonctionnement de l'euro. Certains à gauche considèrent que le gouvernement grec aurait dû prendre le risque de quitter la zone euro. Or, le retour à la drachme, qui plus est avec la bénédiction de Schauble en 2015, aurait eu sans doute pour effet de renforcer encore davantage la pression des marchés financiers et de mener une dévaluation nationale encore plus grave. Mais cela pose à la gauche européenne l'impérieuse nécessité de continuer et poursuivre sa critique de l'euro comme instrument disciplinaire. Le « débat » entre « quitter ou rester dans l'euro » est assez largement artificiel, car il ne pose pas la bonne question qui est celle de l'utilisation d'une monnaie non pas comme instrument carcéral, mais comme outil de développement dans les intérêts des peuples. C'est poser la question du rôle et du fonctionnement de la BCE et de la nature de l'euro lui-même. La rigidité du fonctionnement actuel de l'euro demeure un problème. Elle interdit aux États tout ajustement des compétitivités en utilisant des taux

de change adaptés à la réalité des économies. Cela profite aux États à faible inflation. De ce point de vue, l'euro s'est révélé être un instrument de domination des économies les plus fortes sur les plus faibles. Il n'est donc pas incongru d'imaginer un euro qui demeurerait commun à tous les États dans les transactions internationales, sans interdire pour autant aux diverses nations d'user du levier des taux de change en fonction de leurs besoins, tout ceci pouvant parfaitement s'opérer dans un cadre permanent de concertation.

L'expérience grecque du gouvernement Tsípras doit donc amener la gauche européenne à poursuivre une réflexion de fond et à formuler des propositions politiques concrètes. Lancer des excommunications et des oukases ne sert à rien. Mais il est nécessaire d'en tirer un bilan critique collectif à gauche pour reposer, dans des conditions nouvelles, la question d'une alternative de gauche à l'austérité et notre critique de la construction capitaliste de l'UE et de l'euro pour de nouvelles coopérations entre peuples et nations libres, souverains et associés.